

## Evolutions monétaires à Mayotte au 31 décembre 2013

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

L'activité économique mondiale se renforce au deuxième semestre 2013 atteignant +3,3 % en glissement annuel au quatrième trimestre (après +2,5 % au troisième trimestre). Cette embellie traduit principalement le renforcement du commerce international observé en fin d'année aussi bien dans les économies avancées que dans les pays émergents. Toutefois, ce regain d'activité ne doit pas occulter les fragilités de l'ensemble des économies, la demande intérieure des pays émergents demeure faible et le niveau de la dette, tant privée que publique, reste élevé dans les pays avancés. Selon les dernières estimations réalisées par le Fonds monétaire international (FMI), la croissance économique mondiale atteindrait 3,0 % sur l'année 2013 (après +3,1 % en 2012) et s'accélérait en 2014 pour atteindre +3,7 %.

Dans la zone euro, le rythme de croissance s'accélère légèrement au quatrième trimestre avec un Produit intérieur brut (PIB) en hausse de 0,3 % (+0,1 % à fin septembre 2013). La croissance observée en fin d'année repose principalement sur la progression des exportations allemandes mais aussi des pays du sud. Ces derniers ont mené une politique de « dévaluation interne » de leurs coûts salariaux dans le but d'améliorer leur compétitivité et ainsi limiter leur déficit extérieur. Toutefois, la reprise dans la zone euro demeure relativement faible et irrégulière et les taux de chômage très élevés (+12,0 % en fin d'année 2013 dans la zone euro).

En France, conséquence de la hausse de la consommation des ménages (+0,5 %, après +0,1 % au troisième trimestre 2013), des exportations (+1,2 %, après -1,6 %) et des investissements (+0,6 %, après -0,3 %), l'activité économique progresse de 0,3 % au quatrième trimestre après une quasi-stabilité au troisième trimestre. Sur l'année, le PIB croît également de 0,3 %.

Depuis la baisse intervenue début novembre 2013, les taux directeurs de la Banque centrale européenne (BCE) n'ont pas été modifiés. Lors de sa conférence de presse du 6 février 2014, le Président de la BCE a indiqué : «*Nous réitérons fermement nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE. Nous continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires*».

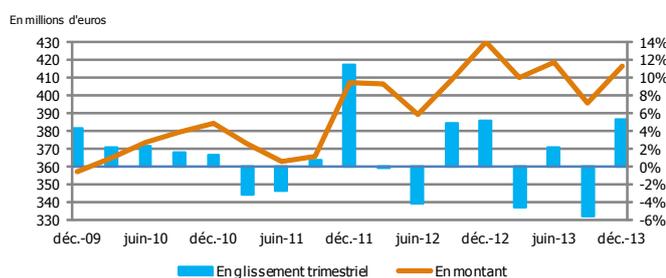
### UNE SITUATION FINANCIÈRE PORTEUSE EN FIN D'ANNÉE

Dans un contexte de stabilité de l'Indicateur du climat des affaires (ICA), la fin de l'année 2013 est porteuse pour l'activité bancaire sur la place de Mayotte. Elle se caractérise, au quatrième trimestre 2013, par une reprise de l'épargne collectée auprès des agents économiques et par la croissance continue des crédits accordés à l'économie.

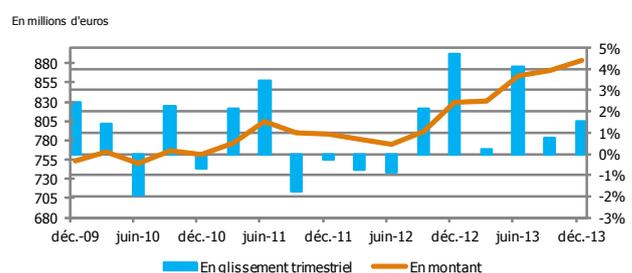
La collecte d'actifs financiers augmente (+5,3 %, après -5,5 % au troisième trimestre) sous l'impulsion de la progression soutenue des placements liquides ou à court terme (+7,4 %, après -0,6 %) et des dépôts à vue (+6,0 %, après -10,0 %). Sur un an, l'épargne collectée recule néanmoins de 3,1 %.

Portés par le dynamisme des crédits d'investissements alloués aux entreprises (+5,5 %), les encours de crédits accordés à l'économie progressent de 1,9 % au quatrième trimestre (+15,4 millions d'euros). Sur un an, les crédits consentis à l'économie croissent de +7,0 %.

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



# ÉVOLUTION CONTRASTÉE DE L'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT

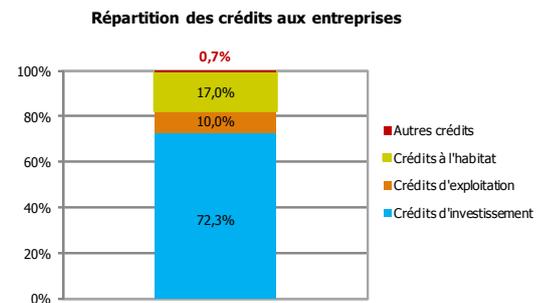
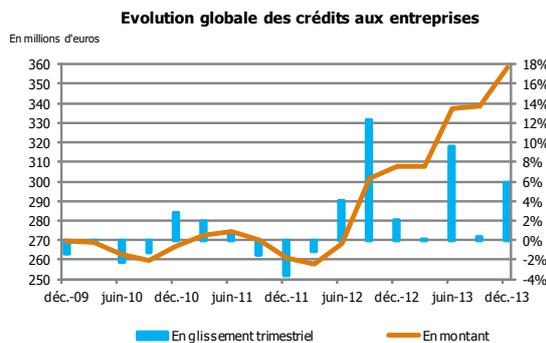
## Croissance soutenue des crédits aux entreprises

En augmentant de 5,9 % entre septembre et décembre (+19,8 millions d'euros), **l'encours sain des crédits accordés aux entreprises** s'établit à 358,2 millions d'euros au 31 décembre 2013 (contre 338,4 millions d'euros en septembre). Sur un an, il croît de manière très dynamique (+50,7 millions d'euros, soit +16,5 %) et poursuit la forte progression enregistrée en 2012 (+46,8 millions d'euros, soit +18,0 %).

Les **crédits d'investissements**, qui représentent 72,3 % des crédits accordés aux entreprises à fin 2013, contribuent principalement à cette augmentation (+13,6 millions d'euros pour s'établir à 259,3 millions d'euros, soit +5,5 %) et drainent 38,1 millions d'euros d'encours supplémentaires sur l'année (+17,2 %). D'importants programmes d'investissement ont été réalisés, principalement dans le domaine de la production électrique et, dans une moindre mesure, dans celui de l'aménagement urbain (infrastructures collectives, assainissement...), et soutiennent l'activité économique à Mayotte.

Les **crédits d'exploitation** reculent de 2,9 % pour s'établir à 35,6 millions d'euros au 31 décembre 2013. Ce recul s'explique par la baisse conjointe des crédits de trésorerie (-9,0 %, soit -2,3 millions d'euros) et des créances commerciales (-10,5 %, soit -0,3 million d'euros). Cette diminution fait plus que compenser l'augmentation des comptes ordinaires débiteurs (+16,7 %, soit +1,5 million d'euros) et des crédits de trésorerie consentis aux entrepreneurs individuels (+15,7 %, soit +0,5 million d'euros). Sur un an, les crédits d'exploitation s'inscrivent en légère hausse (+3,0 %, soit +1 million d'euros) alimentée par la forte croissance des comptes ordinaires débiteurs (+51,1 %, soit +3,5 millions d'euros).

Après une baisse modérée au cours des deux derniers trimestres (respectivement -1,0 % et -1,1 %), les **crédits à l'habitat consentis aux entreprises** augmentent de 12,6 % (+6,8 millions d'euros) au quatrième trimestre pour s'établir à 60,8 millions d'euros. Sur un an, ils progressent fortement (+19,6 %, soit +10 millions d'euros) pour atteindre leur plus haut niveau depuis 2009.

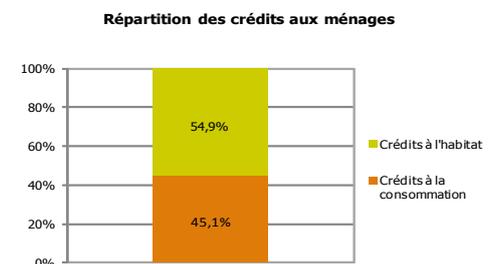
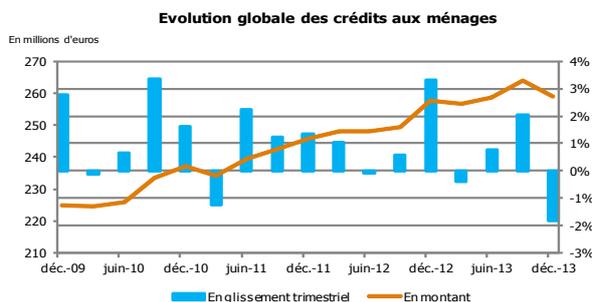


## Repli des crédits aux ménages

Contrairement aux deux trimestres précédents (respectivement, +2,0 % et +0,7 %), **l'encours sain de crédits accordés aux ménages** s'inscrit en repli au quatrième trimestre (-1,8 %, soit -4,8 millions d'euros) et s'élève à 259,0 millions d'euros. Leur croissance annuelle se ralentit (+0,5 %, soit +1,4 million d'euros) après +4,9 % en 2012 et +3,5 % en 2011.

En effet, les **crédits à l'habitat**, qui contribuent pour 54,9 % aux crédits accordés aux ménages, diminuent au quatrième trimestre (-3,5 %, soit -5,2 millions d'euros) pour s'établir à 142,2 millions d'euros (après +1,9 % au troisième trimestre). Sur douze mois, le financement de l'habitat des ménages recule de 2,2 % (soit -3,2 millions d'euros) après une année 2012 dynamique (+11,1 %, soit +16,4 millions d'euros).

Les **crédits à la consommation**, qui représentent 45,1 % des crédits consentis aux ménages, enregistrent une très légère augmentation (+0,3 %, soit +0,4 million d'euros) pour atteindre 116,8 millions d'euros. La hausse des comptes ordinaires débiteurs (+22,4 %, soit +1,0 million d'euros) compense le faible repli des crédits de trésorerie (-0,6 %, soit -0,6 million d'euros). En glissement annuel, l'encours des crédits à la consommation enregistre une hausse sensible (+4,1 %, soit +4,6 millions d'euros) pour se rapprocher du niveau atteint en décembre 2009 (117,6 millions d'euros).



## Légère progression des crédits aux collectivités locales

Les **crédits aux collectivités locales** progressent légèrement au quatrième trimestre (+1,4 million d'euros, soit +0,8 %, après une diminution de 0,7 million d'euros au trimestre précédent) pour atteindre 176,9 millions d'euros. Cette évolution s'explique par l'augmentation des crédits d'investissement (+0,5 %, soit +0,9 million d'euros) et des crédits d'exploitation (+16,3 %, soit +0,5 million d'euros). Sur un an, la croissance de l'encours des crédits accordés aux collectivités locales est de 3,0 % (+5,1 millions d'euros) soutenue par le dynamisme des crédits à l'équipement (+6,2 %, soit +10,1 millions d'euros) qui compense la forte baisse des comptes ordinaires débiteurs (-60,2 %) et des crédits d'exploitation (-54,0 %).

## Diminution de la sinistralité

Les **créances douteuses brutes**, portées par les établissements de crédit installés localement, s'élèvent à 50,7 millions d'euros au quatrième trimestre et sont en recul de 1,9 million d'euros (-3,7 %, après +3,5 % au trimestre précédent). Elles représentent 6,5 % de l'encours brut total consentis par les établissements de la place (-0,5 point par rapport au trimestre précédent), soit son niveau le plus bas de l'année 2013. Sur douze mois, elles progressent de 2,6 % (soit +1,3 million d'euros).

Les provisions augmentent de 3,2 % (soit +0,6 million d'euros) au quatrième trimestre pour s'établir à 19,8 millions d'euros en fin d'année (+9,9 % sur un an, après +20,1 % en 2012).

## NOUVELLE REPRISE DE LA COLLECTE GLOBALE

Après avoir diminué au premier et au troisième trimestres (respectivement -4,6 % et -5,5 %) et augmenté au deuxième trimestre (+2,1 %), les **actifs financiers détenus par les agents économiques mahorais** repartent à la hausse au quatrième trimestre 2013 (+5,3 %, soit +21,0 millions d'euros) pour atteindre 416,6 millions d'euros. Sur les douze derniers mois, les actifs financiers connaissent une évolution en « dents de scie » qui se conclut par un recul de 3,1 % de la collecte globale (après +5,6 % en 2012).

Comme les trimestres précédents, cette évolution trouve son origine dans la progression conjointe des **dépôts à vue** (+6,0 %, soit +12,1 millions d'euros) et des **placements liquides ou à court terme** (+7,4 %, soit +9,4 millions d'euros) alimentés par des versements des rémunérations complémentaires de fin d'année.

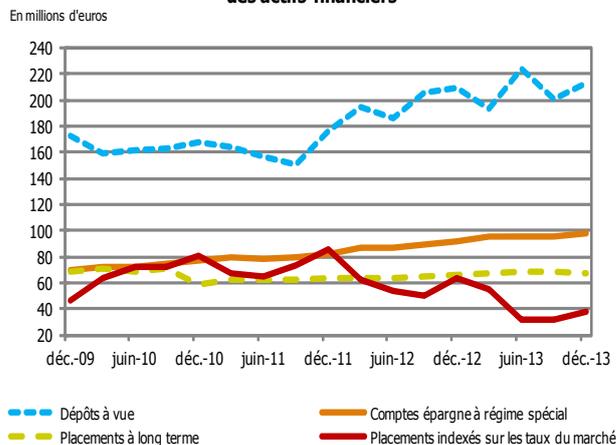
Par contre, **l'épargne à long terme** s'inscrit en très légère diminution au quatrième trimestre (-0,8 %, soit -0,5 million d'euros) et s'établit à 67,6 millions d'euros au 31 décembre 2013 (contre 68,1 millions d'euros en septembre 2013).

## Hausse de l'épargne des ménages

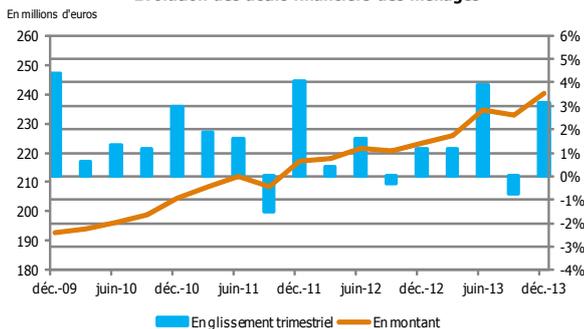
Après avoir marqué le pas au cours du trimestre précédent (-0,8 %), les **placements des ménages** renouent avec la croissance au quatrième trimestre (+3,1 %) pour s'établir à 240,1 millions d'euros (contre 232,9 millions d'euros au précédent trimestre, soit +7,3 millions d'euros). Ce regain s'explique par la hausse des **placements liquides ou à court terme** (+5,4 %, soit +5,2 millions d'euros pour s'élever à 101,3 millions d'euros) et des **dépôts à vue** (+3,4 %, soit +2,3 millions d'euros pour s'établir à 71,5 millions d'euros). Sur un an, l'évolution des dépôts à vue (+15,5 %, soit +9,6 millions d'euros) et des placements liquides ou à court terme (+5,3 %, soit +5,1 millions d'euros) est dynamique.

Enfin, **l'épargne à long terme** recule très modérément (-0,5 %) sur la période et s'élève à 67,4 millions d'euros au 31 décembre 2013. Sur les douze derniers mois, elle enregistre néanmoins une croissance de 3,2 %.

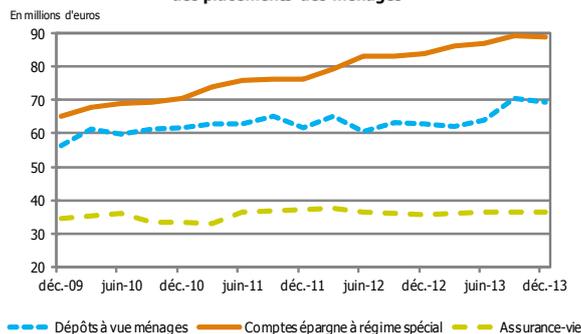
Evolution des principales composantes des actifs financiers



Evolution des actifs financiers des ménages



Evolution des principales composantes des placements des ménages

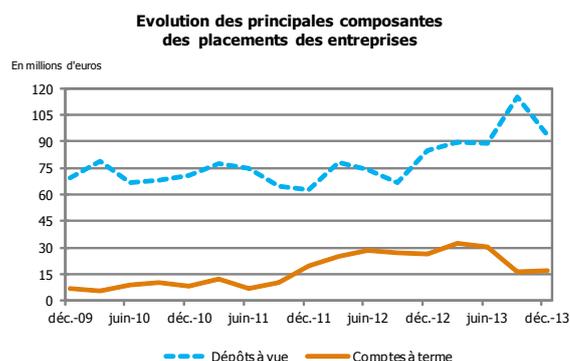
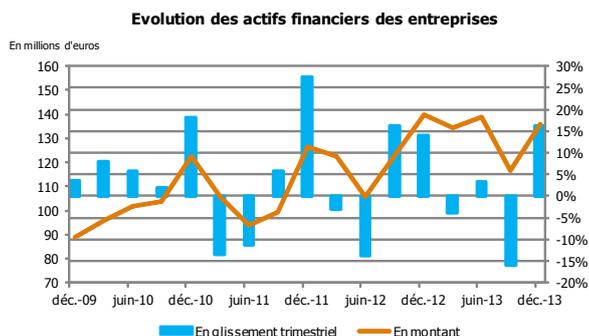


## Reprise vigoureuse des placements des entreprises

Les **actifs financiers détenus par les sociétés non financières** enregistrent une croissance vigoureuse au quatrième trimestre (+16,3 % contre -16,1 % au troisième trimestre, soit +19 millions d'euros) pour s'élever à 135,6 millions d'euros au 31 décembre. Cette évolution trouve son origine dans les hausses conjointes des **dépôts à vue** (+14,4 %, soit +13,5 millions d'euros) et des **placements liquides ou à court terme** (+24,7 %, soit +5,6 millions d'euros). Sur un an, les dépôts à vue progressent de 20,2 % alors que les placements liquides ou à court terme baissent de 44,3 % (en raison de la chute non rattrapée de 47,7 % au deuxième trimestre).

Les **placements indexés sur les taux de marché** augmentent également de 24,9 % (+5,6 millions d'euros pour s'établir à 28 millions d'euros) sous l'influence de l'importante croissance des certificats de dépôts (+7,7 millions d'euros pour s'élever à 9 millions d'euros) qui se rapprochent ainsi de leur niveau du premier trimestre 2013 (9,8 millions d'euros).

Sur un an, les actifs financiers détenus par les sociétés non financières reculent néanmoins de 4,3 millions d'euros (-3,1 %, après -4,9% en 2012).



## Dégradation des placements des autres agents

Malgré un regain au troisième trimestre (+2,4 %), la tendance observée depuis fin 2012 se confirme et **les placements des autres agents** reculent fortement au quatrième trimestre (-11,4 %, soit -5,3 millions d'euros) et sur les douze derniers mois (-38,9 %, soit -25,9 millions d'euros). Cette évolution est alimentée principalement par la forte diminution des dépôts à vue tant sur le dernier trimestre 2013 (-9,7%) qu'en glissement annuel (-41,2 %).

### MÉTHODOLOGIE

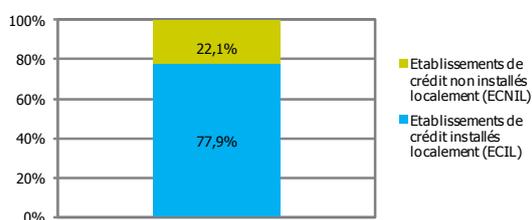
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédit non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

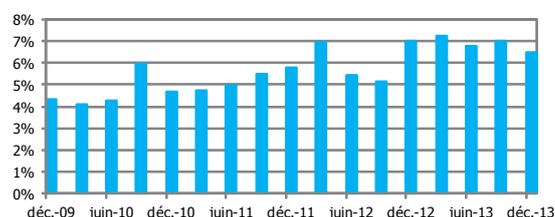
## Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	44,1	26,2	34,7	34,6	33,2	35,3	36,7	35,6	-2,9%	3,0%
<i>Créances commerciales</i>	3,6	2,8	2,2	3,1	2,4	3,1	2,5	2,2	-10,5%	-29,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	18,2	17,0	26,0	24,7	24,2	25,3	25,4	23,1	-9,0%	-6,3%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	4,4	4,4	3,8	3,4	3,0	3,3	3,2	3,7	15,7%	7,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	21,4	6,4	6,4	6,8	6,6	6,9	8,8	10,3	16,7%	51,1%
<i>Affacturage</i>	0,9								-	-
Crédits d'investissement	170,2	188,7	176,4	221,2	218,6	245,4	245,7	259,3	5,5%	17,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	161,7	184,2	173,7	219,5	217,1	244,0	244,6	258,2	5,6%	17,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	7,5	6,6	6,2	5,8	5,6	5,7	6,3	6,6	4,5%	13,8%
<i>Crédit-bail</i>	8,5	4,5	2,7	1,7	1,5	1,4	1,1	1,1	-1,9%	-34,6%
Crédits à l'habitat	52,3	49,0	47,6	50,8	55,1	54,5	54,0	60,8	12,6%	19,6%
Autres crédits	2,7	3,1	2,0	0,9	0,7	2,0	2,0	2,5	24,4%	175,3%
<b>Encours sain</b>	<b>269,3</b>	<b>267,0</b>	<b>260,7</b>	<b>307,5</b>	<b>307,6</b>	<b>337,3</b>	<b>338,4</b>	<b>358,2</b>	<b>5,9%</b>	<b>16,5%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	117,6	113,5	114,8	112,2	111,3	113,9	116,4	116,8	0,3%	4,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	108,1	107,6	109,0	107,0	106,6	109,5	111,6	111,0	-0,6%	3,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4,4	4,0	4,3	4,4	3,9	3,9	4,3	5,3	22,4%	21,7%
<i>Crédit-bail</i>	5,1	1,9	1,5	0,8	0,7	0,6	0,5	0,4	-16,7%	-52,6%
Crédits à l'habitat	107,1	123,7	130,9	145,4	145,3	144,6	147,4	142,2	-3,5%	-2,2%
Autres crédits	0,1			0,0	0,0			0,1	-	-
<b>Encours sain</b>	<b>224,8</b>	<b>237,2</b>	<b>245,6</b>	<b>257,6</b>	<b>256,7</b>	<b>258,6</b>	<b>263,8</b>	<b>259,0</b>	<b>-1,8%</b>	<b>0,5%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	14,2	7,4	8,3	8,0	10,5	12,8	3,2	3,7	16,3%	-54,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	11,1	2,4	0,0		5,0	5,0		0,5	-	-
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3,1	4,9	8,3	8,0	5,5	7,8	3,2	3,2	0,7%	-60,2%
Crédits d'investissement	128,7	140,8	160,7	163,1	161,8	163,3	172,3	173,2	0,5%	6,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	128,6	140,8	160,7	163,1	161,8	163,3	172,3	173,2	0,5%	6,2%
Autres crédits	14,0	9,0	3,1	0,6	0,6	0,1	0,1		-	-
<b>Encours sain</b>	<b>156,9</b>	<b>157,2</b>	<b>172,1</b>	<b>171,8</b>	<b>172,9</b>	<b>176,2</b>	<b>175,5</b>	<b>176,9</b>	<b>0,8%</b>	<b>3,0%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>76,2</b>	<b>69,3</b>	<b>68,8</b>	<b>42,1</b>	<b>42,1</b>	<b>41,6</b>	<b>40,5</b>	<b>39,5</b>	<b>-2,4%</b>	<b>-6,2%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>727,2</b>	<b>730,7</b>	<b>747,2</b>	<b>779,0</b>	<b>779,4</b>	<b>813,6</b>	<b>818,1</b>	<b>833,5</b>	<b>1,9%</b>	<b>7,0%</b>
<i>dont ECNIL</i>	222,5	204,6	193,6	181,2	185,4	189,4	191,0	184,1	-3,6%	1,6%
Créances douteuses brutes	26,5	30,5	40,4	49,4	50,9	50,9	52,6	50,7	-3,7%	2,6%
<i>Créances douteuses nettes</i>	15,5	18,4	24,9	31,4	31,7	31,4	33,5	30,8	-8,0%	-2,0%
<i>(dt) Entreprises</i>	9,4	13,7	18,2	22,8	22,8	21,8	22,1	21,8	-1,6%	-4,4%
<i>(dt) Ménages</i>	5,7	4,4	6,6	6,8	7,5	8,1	10,0	9,0	-9,9%	31,6%
Provisions	11,0	12,1	15,6	18,0	19,1	19,5	19,2	19,8	3,2%	9,9%
<b>Encours brut total</b>	<b>753,7</b>	<b>761,2</b>	<b>787,6</b>	<b>828,5</b>	<b>830,2</b>	<b>864,5</b>	<b>870,8</b>	<b>884,2</b>	<b>1,5%</b>	<b>6,7%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	3,5%	4,0%	5,1%	6,0%	6,1%	5,9%	6,0%	5,7%	-0,3 pt	-0,3 pt
<i>dont ECIL</i>	4,3%	4,7%	5,8%	7,0%	7,2%	6,8%	7,0%	6,5%	-0,5 pt	-0,5 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	41,5%	39,5%	38,5%	36,4%	37,6%	38,3%	36,4%	39,2%	+2,8 pt	+2,8 pt

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



## Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>89,0</b>	<b>122,4</b>	<b>126,5</b>	<b>139,9</b>	<b>134,6</b>	<b>139,0</b>	<b>116,6</b>	<b>135,6</b>	<b>16,3%</b>	<b>-3,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>78,8</b>	<b>77,3</b>	<b>78,3</b>	<b>89,4</b>	<b>89,2</b>	<b>115,1</b>	<b>94,0</b>	<b>107,5</b>	<b>14,4%</b>	<b>20,2%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>10,0</b>	<b>44,8</b>	<b>48,0</b>	<b>50,3</b>	<b>45,3</b>	<b>23,7</b>	<b>22,4</b>	<b>28,0</b>	<b>24,7%</b>	<b>-44,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Placements indexés sur les taux de marché	10,0	44,8	48,0	50,3	45,3	23,6	22,4	28,0	24,9%	-44,4%
<i>dont comptes à terme</i>	5,3	12,0	24,8	32,6	30,4	15,9	16,9	13,9	-17,7%	-57,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	1,8	2,1	7,6	5,1	5,0	4,4	4,2	5,1	20,3%	0,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	3,0	30,7	15,6	12,6	9,8	3,3	1,3	9,0	589,7%	-28,6%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>-48,5%</b>	<b>-42,0%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,5%	0,0%
<b>Ménages</b>	<b>192,6</b>	<b>204,6</b>	<b>217,0</b>	<b>223,3</b>	<b>225,9</b>	<b>234,7</b>	<b>232,9</b>	<b>240,1</b>	<b>3,1%</b>	<b>7,5%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>61,2</b>	<b>62,8</b>	<b>65,2</b>	<b>61,9</b>	<b>64,1</b>	<b>70,4</b>	<b>69,2</b>	<b>71,5</b>	<b>3,4%</b>	<b>15,5%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>76,3</b>	<b>83,7</b>	<b>88,6</b>	<b>96,2</b>	<b>95,0</b>	<b>96,7</b>	<b>96,1</b>	<b>101,3</b>	<b>5,4%</b>	<b>5,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	67,8	73,9	79,3	86,1	87,0	89,4	88,9	93,0	4,7%	8,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	58,9	60,6	61,9	63,3	62,9	64,0	63,6	65,5	3,0%	3,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	5,6	9,1	12,6	17,6	18,6	19,6	19,3	21,2	9,7%	20,3%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	34,2%	49,9%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	24,5%	31,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,3	0,3	0,4	0,8	0,9	1,0	1,1	1,3	15,2%	67,2%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	2,8	3,6	4,1	4,2	4,4	4,5	4,6	4,6	1,4%	10,5%
Placements indexés sur les taux de marché	8,5	9,8	9,3	10,0	8,0	7,4	7,2	8,2	15,2%	-17,9%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	7,2	8,7	8,0	9,4	7,4	6,8	6,6	7,4	11,8%	-21,2%
<i>dont bons de caisse</i>	0,4	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,8	0,7	1,2	0,6	0,5	0,5	0,5	0,8	59,0%	40,0%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>55,2</b>	<b>58,1</b>	<b>63,3</b>	<b>65,2</b>	<b>66,8</b>	<b>67,6</b>	<b>67,7</b>	<b>67,4</b>	<b>-0,5%</b>	<b>3,2%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	9,9	17,6	19,1	22,1	22,7	23,7	24,5	25,6	4,6%	16,1%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	4,3	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0%	-6,9%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,4	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	-64,5%	-54,1%
<i>dont actions</i>	0,3	0,8	0,5	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	12,4%	34,2%
<i>dont obligations</i>	0,5	0,3	0,1	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	6,5%	75,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	4,3	5,7	5,5	6,3	6,6	6,6	5,8	5,7	-0,7%	-8,9%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	35,4	32,9	37,5	35,9	36,5	36,3	36,4	34,9	-4,0%	-2,7%
<b>Autres agents</b>	<b>75,8</b>	<b>57,6</b>	<b>63,7</b>	<b>66,7</b>	<b>49,6</b>	<b>45,0</b>	<b>46,1</b>	<b>40,8</b>	<b>-11,4%</b>	<b>-38,9%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>32,1</b>	<b>27,7</b>	<b>32,2</b>	<b>58,4</b>	<b>39,5</b>	<b>38,1</b>	<b>38,0</b>	<b>34,3</b>	<b>-9,7%</b>	<b>-41,2%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>30,4</b>	<b>29,7</b>	<b>31,2</b>	<b>8,1</b>	<b>9,9</b>	<b>6,6</b>	<b>7,8</b>	<b>6,4</b>	<b>-18,1%</b>	<b>-21,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	2,4	3,3	2,9	5,4	8,8	5,4	6,1	4,9	-19,8%	-9,1%
Placements indexés sur les taux de marché	28,0	26,4	28,3	2,7	1,1	1,2	1,7	1,5	-12,0%	-45,4%
<i>dont comptes à terme</i>	27,0	26,4	28,3	2,7	1,1	1,2	1,7	1,5	-12,0%	-45,5%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>13,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,1</b>	<b>-57,8%</b>	<b>-57,8%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>357,4</b>	<b>384,5</b>	<b>407,2</b>	<b>430,0</b>	<b>410,1</b>	<b>418,7</b>	<b>395,6</b>	<b>416,6</b>	<b>5,3%</b>	<b>-3,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>172,0</b>	<b>167,8</b>	<b>175,7</b>	<b>209,8</b>	<b>192,7</b>	<b>223,6</b>	<b>201,2</b>	<b>213,4</b>	<b>6,0%</b>	<b>1,7%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>116,8</b>	<b>158,2</b>	<b>167,8</b>	<b>154,5</b>	<b>150,2</b>	<b>127,0</b>	<b>126,2</b>	<b>135,6</b>	<b>7,4%</b>	<b>-12,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	70,2	77,2	82,2	91,5	95,9	94,8	95,0	97,9	3,1%	7,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	60,5	63,6	64,3	67,8	67,8	68,7	68,6	69,2	0,9%	2,0%
<i>dont livrets A et bleus</i>	6,2	9,8	13,2	18,4	19,5	20,3	20,4	22,3	9,3%	21,1%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	33,7%	49,9%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	-34,0%	31,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,3	0,3	0,4	0,8	0,9	1,0	1,1	1,3	18,0%	67,2%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	2,9	3,6	4,1	4,2	4,4	4,5	4,6	4,6	0,0%	9,9%
Placements indexés sur les taux de marché	46,6	81,0	85,6	63,0	54,3	32,2	31,2	37,7	20,7%	-40,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	39,5	47,1	61,2	44,7	38,9	23,9	25,2	22,8	-9,5%	-49,0%
<i>dont bons de caisse</i>	0,4	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>dont certificats de dépôt</i>	3,0	30,7	15,6	12,6	9,8	3,3	1,3	9,0	589,7%	-28,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	3,6	2,9	8,8	5,7	5,6	4,9	4,7	5,9	24,6%	4,1%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>68,7</b>	<b>58,5</b>	<b>63,7</b>	<b>65,7</b>	<b>67,2</b>	<b>68,0</b>	<b>68,1</b>	<b>67,6</b>	<b>-0,8%</b>	<b>2,9%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	10,0	17,8	19,4	22,3	22,9	23,9	24,8	25,7	3,8%	15,3%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	4,3	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-33,0%	-6,9%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,4	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	-64,4%	-54,1%
<i>dont actions</i>	0,4	1,0	0,7	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	19,0%	22,7%
<i>dont obligations</i>	13,8	0,3	0,3	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	-4,9%	0,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	4,4	5,7	5,5	6,3	6,7	6,6	5,8	5,8	0,0%	-8,4%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	35,4	32,9	37,5	35,9	36,5	36,3	36,4	34,9	-4,1%	-2,8%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : Y. MAYET

Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : mars 2014